

Emploi: Le potentiel inexploité de l'industrie

■ Certains secteurs attendent leur contrat-programme depuis des années

■ 200.000 emplois possibles uniquement dans l'agroalimentaire d'ici 2020

■ Le Plan d'accélération concentre les espoirs des industriels

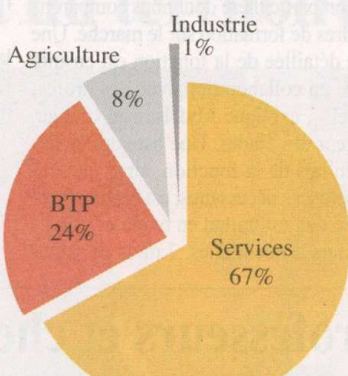
UN millier d'emplois nets créés en moyenne chaque année entre 2000 et 2014, quelque 37.000 postes perdus en 2014, ... L'industrie est de loin le secteur qui a créé le moins d'emploi sur les 15 dernières années. Si des branches comme l'automobile ou l'aéronautique cartonnent actuellement, il n'en est pas de même pour d'autres. Le plan Emergence (2005-2014) n'y a rien fait. La contribution du secteur secondaire dans le PIB a reculé passant de 15,5% en 2000 à environ 14% aujourd'hui. Elle est même descendue à 12,6% en 2008, selon la Direction des études et des prévisions financières (DEPF). Sa part dans l'emploi total a également chuté de 2,1 points. Le secteur ne compte plus que 11,1% de la population active occupée, contre 13,2% quinze ans plus tôt.

«Le Maroc a longtemps délaissé l'industrie. Il n'a commencé à s'y intéresser que depuis quelques années. Les entrepreneurs, de leur côté, ont préféré investir dans des secteurs moins capitalistes et plus juteux, avec des marges bénéficiaires plus alléchantes allant jusqu'à 30%», relève Abdelhamid Souiri, président de la Fédération des industries métallurgiques, mécaniques et électromécaniques (FIMME). «Or, sans une industrie forte, il n'y a point de salut pour le développement économique de notre pays. Il est important de permettre au secteur d'être compétitif et attractif pour les investisseurs», poursuit-il. En effet, le Maroc a préféré orienter ses efforts vers d'autres secteurs, notamment celui des services. La part du secondaire dans les investissements publics, par exemple, est passée de 42,3% en 2000 à 38,4% en 2013, selon la DEPF. L'emploi dans le secteur a également pâti du repli des activités traditionnelles et de la naissance d'in-

dustries à forte valeur ajoutée, avec des besoins importants en capital et plus faibles en force de travail. La concurrence internationale acharnée, accentuée par l'ouverture économique qu'a connue le pays, a également joué contre l'industrie. Le textile est sans doute l'industrie qui en a le plus souffert, avec 9.000 emplois détruits en moyenne chaque année (32.000 en 2014). Sa part dans le PIB a été réduite de moitié de 2000 à 2013. De 3,8% elle est descendue à 1,9%.

«Beaucoup de pays qui n'ont pas misé sur l'industrie se sont retrouvés dans une situation délicate aujourd'hui. Mais l'industrialisation ne se décrète pas. Il faut créer un environnement rendant le secteur attrayant, à travers la fiscalité, l'encouragement des investissements, la formation des ressources humaines, ... Avec le Plan d'accélération industrielle, le Maroc a une vraie carte à jouer», soutient Amine Berrada Sounni, président de la Fédération nationale de l'agroalimentaire (Fenagri). Ce sont justement ces «facteurs clé du succès» qui manquent au secteur, selon le CMC. «L'industrie est un processus assez long qui requiert une stratégie

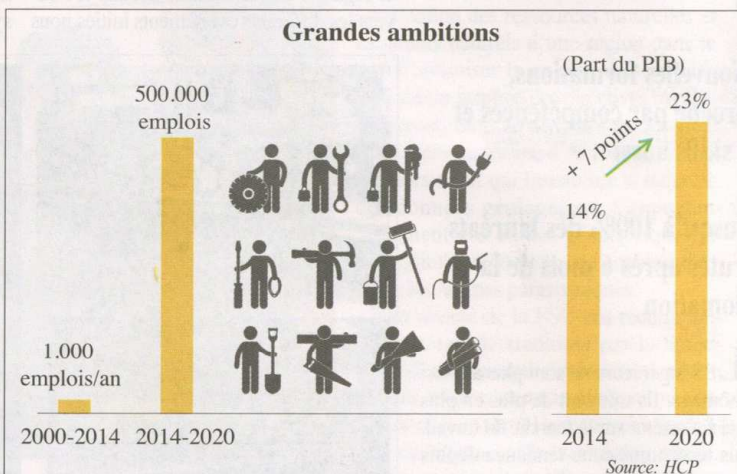
A peine 1% des nouvelles créations d'emplois



Source: HCP
Sur les 129.000 postes d'emploi qui ont été créés en moyenne chaque année entre 2000 et 2014, l'industrie n'en a fourni que 1%, soit la plus faible contribution

volontariste avec toutes ses exigences. C'est ce qui explique pourquoi les différents plans d'industrialisation, malgré leur qualité technique, n'arrivent pas à décoller», insiste son président, Habib El Malki.

La CGEM aussi appelle à la «ré-industrialisation» du tissu économique depuis des années. «Il est important d'encourager l'industrie dont la part



Source: HCP
Le Plan d'accélération industrielle lancé en 2014 prévoit la création d'un demi-million d'emplois dans l'industrie et de porter sa contribution au PIB à 23%, contre environ 14% actuellement. Un pari bien ambitieux, sachant que le secteur n'a créé en moyenne que 1.000 emplois par an sur les 15 dernières années

dans le PIB ne cesse de diminuer, car contrairement à d'autres secteurs, elle crée des emplois pérennes», avait déclaré, à L'Economiste, le président de sa commission Emploi et Relations sociales, Hicham Zouanat.

Avec le Plan d'accélération industrielle 2014-2020, l'Etat entend redonner un nouveau souffle au secteur secondaire. La stratégie parie sur la création de 500.000 nouveaux emplois au bout des cinq prochaines années. Même si le chiffre paraît difficile à réaliser, les industriels y croient. Mieux vaut cibler la lune pour atterrir dans les étoiles! Plusieurs mesures sont prévues, notamment la constitution d'écosystèmes de leaders industriels et de PME, la simplification de l'accès au foncier, la formation, la compensation industrielle, ... Plusieurs branches ont déjà pu former des écosystèmes entre 2014 et 2015, dont le câblage automobile (41.000 emplois à la clé), l'aéronautique (23.000), les industries chimiques (12.430) et le textile (100.000).

Au moins 28.000 postes dans les IMME

Cela dit, le potentiel de l'industrie reste pour l'heure sous exploité. Certaines branches sont dans l'attente de leur contrat-programme depuis des années. C'est le cas des industries métallurgiques, mécaniques et électromécaniques (IMME). La FIMME avait signé un mémorandum d'entente avec l'Etat en 2013 pour la mise en place du contrat-programme souhaité depuis longtemps déjà. Le document a été finalisé mais pas concrétisé. Les

industriels sont toujours dans l'expectative. Selon la FIMME, il est possible de créer 28.000 postes, voire plus, à l'horizon 2020. L'agroalimentaire fait également partie des branches qui attendent leur feuille de route depuis des années. Son potentiel est pourtant conséquent. «L'agroalimentaire peut facilement gagner 4 à 5 points de PIB d'ici 2020. Cela représente près de 200.000 postes», assure Amine Berrada Sounni, soit presque la moitié de l'objectif du Plan d'accélération. «La transformation agricole est faible au Maroc, l'importation de produits transformés se développe et une classe moyenne de plus en plus consommatrice se met en place. Le besoin est donc réel. Maintenant, il faudrait donner de la visibilité au secteur et le renforcer, à la fois pour capter cette demande locale et accélérer les exportations», explique-t-il. Pour 2016, la loi de Finances a instauré le droit à la récupération de la TVA non apparente sur les achats de produits agricoles non transformés. La mesure bénéficiera à quelques filières de transformation des fruits et légumes, selon la Fenagri (fruits secs transformés, fruits et légumes en conserve, huile d'olive, pommes de terre surgelées, vins, ...). Ce nouvel acquis représente une bouffée d'oxygène pour les industriels qui permettra de créer plusieurs milliers de postes. Mais il ne rendra pas l'année 2016 moins difficile. Pour rappel, le HCP prévoit une croissance de 2,6% cette année (1,2% selon le CMC).

Ahlam NAZIH

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

Emploi: Les services, plus gros recruteurs

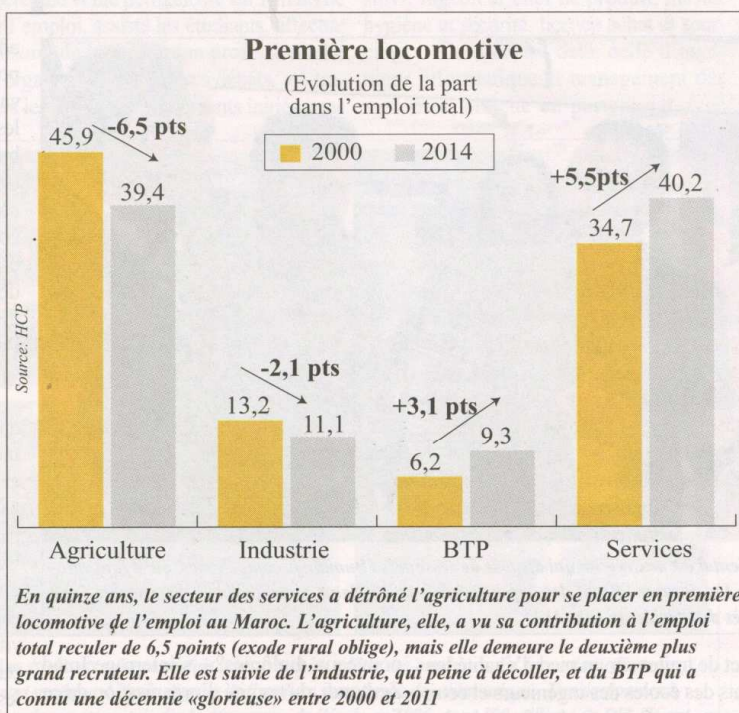
■ 87.000 postes créés en moyenne par an

■ Suivis par le BTP, mais avec des emplois précaires, non qualifiés et peu productifs!

■ Très mauvaise qualité de travail dans l'agriculture aussi

DEPUIS 2000, l'économie marocaine crée en moyenne 129.000 emplois par an. Le secteur privé en assure aujourd'hui neuf sur dix (contre 88% en 2000), essentiellement grâce aux petites entreprises de moins de dix salariés. Les PME ont fourni les deux tiers des postes générés sur les quinze dernières années, selon le HCP. C'est au niveau du BTP et des services où la part de l'emploi privé est la plus élevée. Elle se situe respectivement à 99,4% et 77,3%.

Le secteur des services, qui a fini par détrôner l'agriculture, se place en tête des plus gros employeurs. Le tertiaire produit en moyenne 87.000 nouveaux emplois tous les ans, principalement à travers la branche «commerce de détail et réparation d'articles domestiques», avec 24.000 postes par an. Elle est suivie par les services personnels (13.000), comme la blanchisserie-teinturerie, la coiffure et soins de beauté, les services



portant créateur d'emplois au Maroc, avec une moyenne annuelle de 31.000 postes entre 2000 et 2014. Profitant de l'essor de l'immobilier et des grands chantiers d'infrastructures lancés durant la décennie qui s'est écoulée, le secteur a créé un emploi nouveau sur trois entre 2000 et 2011. Cela dit, la tendance s'est inversée à partir de 2012 où il a perdu 21.000 emplois (-50.000 en 2013 et une stagnation en 2014).

secteur primaire a produit en moyenne 10.000 postes par an depuis 2000. L'in-

dustrie, pour sa part, n'a pu engendrer que 1.000 nouveaux emplois nets par an (voir page IV). Elle est ainsi dernière de la classe. Ce score est le résultat, d'une part, du dynamisme de trois branches: industries alimentaires (4.000 postes), «travaux de métaux, fabrication de meubles et industries diverses» (4.000), «industrie automobile, fabrication de machines et appareils électriques» (2.000). Et du marasme dont souffre la filière «textile, bonneterie et habillement», depuis plusieurs années, et qui lui a valu la perte de 9.000 emplois en moyenne chaque année, d'autre part.

Au total, plus de 1,8 million d'emplois ont été créés au Maroc de 2000 à 2014, dont sept sur dix en milieu urbain. Néanmoins, la qualité des postes générés laisse à désirer. Près d'un quart des travailleurs n'est pas rémunéré. Par ailleurs, les deux tiers exercent sans contrat et seul un sur cinq bénéficie d'une couverture médicale. □

A.N.A

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Les «vieux», premiers servis

CE sont les hommes qui profitent le plus des 129.000 emplois créés en moyenne annuellement au Maroc (73%). Les tranches d'âge supérieures sont aussi les premières servies. Les 40-59 ans accaparent annuellement 100.000 postes, contre 50.000 pour les adultes âgés de 30 à 39 ans. Les jeunes de 15 à 29 ans, dont la durée de scolarité s'est allongée, quant à eux, en perdent 25.000 par an.

D'ailleurs, la part des jeunes dans l'emploi total a chuté de 10,2 points en quinze ans, se situant à 28,9% en 2014. La même année, le taux de chômage des 15-24 ans a atteint 20,1%. Leur premier débouché, c'est l'agriculture qui en accueille 56%. Les services en emploient près du quart, suivis du BTP et de l'industrie, avec une proportion de 10% chacun. □

funéraires, les bains et soins corporels,... Les transports terrestres se placent troisièmes (11.000) avant les hôtels et restaurants (9.000).

Le tertiaire est le secteur qui compte le moins de travailleurs non qualifiés, même si cette part reste élevée. 42,7% des personnes qui y exercent ne possèdent aucun diplôme, contre 84,2% dans l'agriculture, 63% dans le BTP et 52,6% dans l'industrie.

Loin derrière les services, le BTP se positionne comme deuxième plus im-

Le BTP a, certes, figuré parmi les plus grands fournisseurs d'opportunités de travail durant quinze ans, surtout en faveur des jeunes. Mais, il a généralement offert un emploi précaire (92,6% exercent sans contrat), non qualifié (deux tiers de sans diplômes) et avec la productivité la plus faible (17% des travailleurs en situation de sous-emploi). C'est également le cas pour l'agriculture dont la qualité du travail est des plus mauvaises (92,5% d'employés sans contrat et 84,2% sans diplôme). Le